



Sur les collines des prémices de la Provence, les zones ne sont plus blanches mais noires pour leurs habitants. Aucun réseau ne passe à cause d'un abandon flagrant par l'opérateur historique.

## Drôme et Ardèche : La communication ne passe plus

C'est pot de terre contre porte de fer. Car la communication avec Orange est hermétiquement close. «C'est pire qu'une zone blanche! Nous n'avons même pas de téléphone fixe. L'opérateur n'entretient plus le réseau cuivre, dont il est censé assurer le service universel depuis des années», déplore Alain Baraquie, habitant de Saint-Julien-Labrousse (26) et porte-parole du collectif Orange j'enrage! Les poteaux couchés le long des routes, les boîtes de connexion éventrées et câbles à terre, ici, font partie du paysage. Aux pannes de téléphones fixes sans fin, il faut ajouter les abonnements payés sans service assuré, les rendez-vous pris pour réparer les lignes jamais honorés. «En ville, on n'imagine pas ça. Les réseaux fonctionnent et on installe la fibre. Mais les bouts de ligne, les villages, les

hameaux souffrent d'une situation calamiteuse», continue l'Ardéchois. Et même dramatique s'il faut joindre des services d'urgence, car le réseau mobile ne prend pas le relais, «il ne passe pas dans les maisons et, sur les routes, c'est un vrai gruyère», ajoute Alain Baraquie. Côté Internet? Pas mieux: «Alors que je suis censé être à 8 Mo de débit, mon relevé annonçait 100 Ko ce matin. Et on nous parle de la 5G!» Reste que le collectif a fini par toucher l'opérateur.

### Des obligations oubliées

Aline Spéranza, une de ses membres, loue des cabanes dans les arbres à Belsentes (26). Exaspérée, elle porte plainte et «obtient la garantie d'être dépannée dans des délais à peu près décents», précise le porte-parole d'Orange j'enrage! Seul hic: une intervention dans les quarante-huit

heures maximum fait partie des engagements de l'opérateur historique en tant que responsable du service universel du réseau cuivre. «En outre, tout le monde n'a pas le temps ni l'énergie d'engager une action en justice», relève Alain Baraquie. En tout cas, lui bataille. Après des réunions publiques organisées de village en village, il a cru obtenir gain de cause. «Depuis la création du collectif en 2019, nous demandons que les élus locaux enquêtent sur le nombre de personnes en situation de détresse et sur les équipements détériorés et non réparés dans chaque commune.» Ses SOS trouvent une oreille en décembre dernier. Célia de Lavergne, députée LREM de la Drôme, signe une tribune avec 210 élus de son département et plus de 210 maires ardéchois. Elle se voit alors confier une mission parlementaire. Lors de ses conclusions présentées en février 2021, elle souligne «la colère montante issue des territoires qui subissent depuis des années la dégradation de l'entretien et de la maintenance du réseau». Elle estime Orange «insuffisamment incité à remplir ses obligations avec sérieux». À cette occasion, le secrétaire d'État chargé du Numérique s'est engagé à faire des propositions après avoir rencontré Orange. «Fin avril, nous les attendons toujours», dévoile Alain Baraquie.



Les boîtes de connexion laissées à l'abandon...



© DR

© DR